

c'est que le gouvernement canadien allait proposer au Parlement canadien, à la session suivante, une révision de sa politique. Cela n'a jamais été fait; c'est resté sur le papier; cette déclaration de principes ne s'est jamais réalisée; et l'on pourrait fort justement la qualifier en lui appliquant les mots employés hier par mon très honorable ami le chef de l'opposition: "paroles sans aucun sens", et sans résultats.

Mon très honorable ami a consacré une bonne partie de son éloquent discours à démontrer que le résultat pratique de ce beau geste de loyauté du parti libéral, de cette manifestation de bonne volonté, a été de faire lever l'embargo sur le bétail canadien. J'aborde ici un sujet qui m'est familier. J'avais comme voisin de siège ici, dès 1896, M. Robert Bickerdike, député de Saint-Laurent, prédécesseur de vieille date de mon honorable ami le secrétaire d'Etat (M. Cahan). Le commerce de M. Bickerdike, comme celui de mon honorable ami de Marquette (M. Mullins), se trouvait fort atteint par cet embargo; et à chaque session, de 1896 à 1907, année de mon départ, et ensuite jusqu'à sa mort, il inscrivait toujours deux motions au *Feuilleton* et préparait toujours un bon discours à l'appui de chacune de ces motions: l'abolition de la peine de mort et la levée de l'embargo. Son succès fut le même dans les deux cas.

Cet embargo avait été décrété par l'Angleterre en 1892 pour de fausses raisons. Les ministres anglais ne voulaient pas reconnaître qu'ils prenaient une mesure de protection en faveur des éleveurs d'Ecosse, d'Angleterre et surtout d'Irlande, et c'est pourquoi ils eurent recours au mensonge au sujet des bestiaux canadiens: ils déclarèrent que nos bestiaux étaient malades. Les gouvernements canadiens, tant conservateurs que libéraux, démontrèrent au moyen des témoignages des meilleurs experts possible qu'il n'en était rien. Le gouvernement anglais n'en maintint pas moins l'embargo. Vint le premier régime de préférence en 1897: l'embargo subsista. Virent les années 1899 et 1900, où débordèrent des flots d'éloquence et d'argent et où l'on envoya des jeunes Canadiens conquérir le Sud-Africain pour le bénéfice des chercheurs d'or de la Rhodésie. L'embargo fut maintenu. Puis virent les années 1911 et 1913, où l'on vit les deux partis faire deux propositions différentes pour aider à gagner les batailles navales de l'empire, la proposition libérale de créer une marine appelée canadienne en temps de paix et impériale en temps de guerre, selon l'expression même de M. Fielding, et la proposition d'homme d'Etat de sir Robert Borden qui voulait prendre 35 millions dans le trésor

de notre riche pays pour porter secours à la pauvre Angleterre, courbée et gémissant sous le poids de son or et le fardeau de son commerce mondial. Il fallait que la puissante nation canadienne fît un cadeau de 35 millions à la pauvre et petite Angleterre. Je n'oublierai jamais ce que me demandait un jour mon cher vieil ami lord Fisher: "Lequel des deux partis en Canada est le plus fou?" Et l'embargo subsistait encore. Nous déclarâmes la guerre à l'Allemagne avant que l'Angleterre ne le fît. Nous commençâmes à envoyer la chair humaine de notre pays à la boucherie des champs de bataille européens, et le gouvernement anglais fut bien aise de l'accepter. Mais on continua de maintenir l'embargo sur les bestiaux canadiens parce que les éleveurs des Iles-Britanniques avaient plus d'influence sur le gouvernement anglais que les phrases sentimentales des Canadiens en faveur de leurs bestiaux. Ce n'est qu'en 1924, je crois, que l'embargo fut finalement levé.

Or, si mes honorables amis de la droite avaient été maintenus au pouvoir l'an dernier, quelle serait la situation? Et j'ai fait mon grand possible pour les maintenir au pouvoir, de même que j'avais un peu contribué à les empêcher de tomber du pouvoir une couple d'années auparavant; ils portaient alors une grande attention à mes remarques, car la majorité était faible. En 1930, la majorité était plus forte et leur budget fut adopté. Supposons qu'ils eussent été appuyés par le peuple canadien et qu'ils fussent allés en Angleterre. Peut-être quelques honorables députés se rappellent-ils ce que j'ai dit. Je pensais et je pense encore que le chef actuel de l'opposition aurait dû aller à Londres avec l'ancien ministre de la Justice pour prendre part à la conférence impériale, à celle qu'on appelle la conférence politique. Mais j'ai dit que j'avais plus de confiance dans le valeureux impérialiste de l'autre côté de la Chambre pour aller soutenir les intérêts commerciaux du Canada contre les intérêts commerciaux des Anglais parce qu'il est lui-même intéressé personnellement dans le commerce canadien et qu'il n'y a rien comme deux égoïstes pour se contrebalancer. Cela ne pouvait évidemment pas arriver. Mais supposons que l'ancien gouvernement eût été maintenu au pouvoir. Supposons que mon très honorable ami fût parti avec M. Dunning, avec ce magnifique discours, après avoir effectué de nouveaux dégrèvements sur les produits anglais importés, après avoir établi une plus grande préférence et au lendemain de ces belles déclarations contre le mesquin esprit de marchandage. Au bout de trente-deux ans, les cultivateurs de l'Ouest auraient peut-être obtenu quelque avantage,